



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2019-69  
Séance du 16 décembre 2019 à 18 heures 30**

L'an deux mille dix-neuf, le seize décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Caizergues, Carbonneill, Hervet, Joly, Lenoir, Petit, Serra, Weber  
Mmes Albiges, Bérard, Castillo, Chibani, Fraisse, Olivier, Pervent, Vella,

**Absents ayant donné procuration :** M. Billette procuration à M. Joly, Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Maury procuration à Mme Albiges, M. Palau procuration à M. Caizergues, M. Perez procuration à Vella, Mme Vilaplana procuration à Mme Pervent

**Absents excusés :** /

**Secrétaire de séance :** M. Philippe Carbonneill

**Nombre de membres en exercice :** 22

**Présents :** 16

**Procurations :** 6

**Absents :** 0

**Votants :** 22

**Date de convocation et affichage**

09 décembre 2019

**Objet :** Autorisation des dépenses d'investissement en attente du vote du budget primitif 2020

M. le maire rappelle aux membres du conseil municipal que l'article L 1612-1 du Code général des Collectivités Territoriales permet à l'exécutif de la collectivité territoriale, sur autorisation de l'organe délibérant, d'engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il précise que ce même article prévoit que dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

M. le maire demande aux membres du conseil municipal de l'autoriser, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'au vote du budget, à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2019, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Considérant la nécessité pour l'exécutif de pouvoir engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement durant cette période de transition,

Autorise à l'unanimité, M. le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2019, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'au vote du budget primitif 2020.

Dit que le montant et l'affectation des crédits correspondants sont les suivants :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts 2019	Crédits autorisés jusqu'au vote du BP 2020
<b>20</b>	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	71 807.40	17 951.85
<b>204</b>	Subventions d'équipement versées	155 000.00	38 750.00
<b>21</b>	Immobilisations corporelles	191 115.80	47 778.95
<b>23</b>	Immobilisations en cours	982 598.54	245 649.64

Ainsi fait et délibéré  
Laverune le 16 décembre 2019  
Roger CAIZERGUES  
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.1.1